



GRAND DEBAT

***Nous voulons la satisfaction des revendications,
pas un débat !***



L'heure n'est plus à des journées d'action sans lendemain !

Pour tenter d'instrumentaliser la colère qui monte de partout, le président Macron organise son « grand débat national ».

Pour FO, l'heure n'est pas de participer à cette mascarade dont le seul objectif est de cautionner le gouvernement actuel sans aucun résultat pour les salariés.

[Communiqué de la Fédération FO de Fonctionnaire du 15 janvier 2019](#)

Le grand débat : une mascarade très dangereuse !

Le président de la République, après avoir clairement annoncé qu'il ne changeait rien au fond de sa politique et qu'il continuait toutes ses « réformes » contre les services publics et les droits des salariés, lance un « grand débat » auquel il voudrait voir participer les organisations syndicales.

Pendant que ce prétendu « grand débat » commence à s'organiser, la violence du gouvernement se poursuit. Celui-ci refuse de répondre aux revendications des syndicats et de Force Ouvrière en particulier.

Rien sur les traitements et les salaires pour la quasi-totalité des fonctionnaires et des agents publics. Refus d'accorder la prime de fin d'année de 1 000 euros, pourtant encouragée dans le privé ! C'est inacceptable !

Qui plus est, le gouvernement travaille sur un projet de loi pour remettre en cause les garanties du Statut général des fonctionnaires. Le droit syndical, les CAP, les CHS-CT sont en ligne de mire dans ce projet. Il est également question d'un dispositif pour se débarrasser des fonctionnaires dont le poste est supprimé.

Bien entendu, le gouvernement n'a pas abandonné son projet de suppression du Code des pensions civiles et militaires pour mettre en place un régime de retraite par point dans lequel il pourrait contrôler la valeur du point.

Pour la FGF-FO, ce « grand débat » n'est pas seulement de l'enfumage, c'est une initiative dangereuse. Il apparaît en effet comme une opération de division et de remise en cause de principes républicains bien ancrés comme la laïcité.

En outre, la FGF-FO considère que la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat ne doit pas être mise en débat mais maintenue et strictement appliquée.

De même, l'accessibilité aux services publics et l'égalité de traitement des usagers doivent être mises en œuvre pleinement et non débattues dans cette mascarade.

Dans ces conditions, le bureau fédéral de la FGF-FO considère que Force Ouvrière ne peut en aucun cas participer au « grand débat », qui n'est qu'un jeu de dupes.

Paris, le 15 janvier 2019

[Voir aussi le communiqué FO de l'enseignement](#)

Se syndiquer au SNUDI FO 13 en 2019 *C'est le moment !*



[Bulletin d'adhésion 2019 à télécharger ICI](#)

Vous pouvez fractionner votre règlement en plusieurs chèques (10 maximum). Le 1^{er} sera débité fin janvier 2019.